

Collection : Entretiens

Éric Méchoulan : que peuvent les services secrets contre les idéologies subversives?

21.04.2025

Florence Bergeaud-Blackler

© Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Frérisme <https://cerif.eu>

Table des matières

1. Présentation	1
2. Dialogue	1

Le site du Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Frérisme est accessible ici <https://cerif.eu>

Toutes les vidéos du CERIF sont disponibles sur <https://www.youtube.com/@PodcastCERIF>

Egalement disponibles en audio sur Spotify, Deezer, Ausha, Amazon etc.

La vidéo transcrite est accessible ici : <https://youtu.be/rBgM4IYy4Oc?si=7DeF4gFXdgcgfhha>

1. Présentation

Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue et présidente du CERIF s'entretient avec Eric Méchoulan historien et ancien analyste de la DGSI. La question introductive est la suivante : que peuvent les services secrets contre les idéologies subversives?

2. Dialogue

Florence Bergeaud-Blackler : Aujourd'hui, je reçois Éric Méchoulan. Éric est historien et c'est en tant qu'ancien chef de l'analyse stratégique de la DGSI, c'est la Direction Générale de la Sécurité Intérieure, principal service de renseignement intérieur français, que je l'invite.

Il y a quelque chose de commun entre le travail d'un anthropologue et celui d'un agent secret : l'enquête, l'investigation de terrain. Du côté des anthropologues dont je suis, cette collecte de données informe la science et la connaissance, sa destination est le milieu académique, et au-delà, le grand public. Du côté des agents secrets, ces informations soutiennent des politiques et sont diffusées aux différents ministères jusqu'au président de la République. Elles n'ont pas vocation à être rendues publiques, du moins directement.

Les techniques d'enquête ne sont évidemment pas les mêmes des deux côtés. Quand ces informations concernent la sécurité nationale, la sécurité des citoyens face à des idéologies subversives comme le frérisme, leurs diffusions, leurs publications deviennent alors des actes sensibles qui peuvent mettre en danger ceux qui les collectent. Les sciences sociales ne sont pas équipées face à ce problème, nous y reviendrons dans une autre vidéo, mais les services de renseignement, eux, sont parfaitement adaptés à cette situation et c'est normal puisqu'ils s'intéressent aux sujets sensibles en priorité.

Alors on me pose souvent la question : mais à quoi servent les renseignements ? Ils savent beaucoup de choses, pourquoi ne nous parlent-ils pas ? Nous demandent les gens du public. Et c'est une question que je voudrais poser aujourd'hui à Éric Méchoulan. Bonjour Éric.

Éric Méchoulan : Bonjour Florence. C'est une question à laquelle vous avez en partie répondu dans votre introduction. La collecte d'un renseignement secret reste par définition secrète, et son analyse aussi. Mais je pense que l'inquiétude du public que vous traduisez dans votre question, et si je comprends bien, un public qui s'adresse à vous aussi pour exprimer cette question, repose sur une combinaison de malentendus.

Le premier, c'est que nous sommes dans une démocratie pluraliste, libre, et donc qu'il y a une grande liberté d'expression dans la société où on vit, et c'est pour ça qu'on aime y vivre. Cette liberté d'expression est plus petite, plus restreinte qu'aux États-Unis, par exemple, où le premier amendement donne beaucoup plus de marge d'expression à ceux qui veulent promouvoir toutes les idéologies possibles. Néanmoins, même en France, on reste dans un pays libre. Donc, toutes les idéologies, toutes les opinions qui ne prennent pas la forme d'un appel à la violence, à une subversion ouverte, à la mise en cause des institutions de manière **obvie**, sont permises. Et donc, il est normal qu'elles puissent avoir pignon sur rue.

Le deuxième malentendu repose sur l'envie de savoir et la frustration. Les services de renseignement savent des choses et doivent effectivement informer le décideur public qui agit. Si certaines de ces informations sont mises sur la place publique, en satisfaisant ainsi la curiosité légitime des Français, on va mettre en lumière les actions de groupes dont la volonté est de déstabiliser le pays. Ce faisant, ils vont se sentir visés, ils vont opacifier leurs activités, voire passer dans la clandestinité et rendre leur surveillance encore plus difficile. Donc c'est une manière de se simplifier la vie pour les services que de ne pas trop faire savoir ce qu'ils font indépendamment du contenu de ce qu'ils collectent. C'est absolument normal.

Et la troisième raison, c'est que la plupart des gens postulent que nos gouvernants au sens large ont pour intérêt de s'opposer aux groupes dont la finalité est la destruction de notre société. Mais malheureusement ce n'est pas vrai. Beaucoup ont plutôt intérêt à trouver des compromis avec ces groupes qui leur vendent localement de la paix sociale et qui leur permettent par exemple d'être réélus en leur assurant que leurs villes, leurs départements seront des lieux plus calmes grâce à eux que s'ils ne faisaient pas appel à eux.

Il y a une crainte permanente dans l'opinion de voir les élites corrompues. Mais beaucoup de gens imaginent que cette corruption va prendre la forme d'une enveloppe qu'on va aller apporter à un élu ou un responsable. D'abord, il faut dire

que la haute fonction publique est responsable de la sécurité des Français. Je ne pense pas qu'on puisse la soupçonner de corruption à aucun moment. Pour ce qui est des élus, c'est différent. Mais cette corruption n'est pas forcément, comme chez certains anciens membres du gouvernement, c'est pratiquement ouvert, l'achat de services par des puissances étrangères. Ça passe par des voies très très détournées.

Je vais prendre un exemple. Imaginez dans une ville ou dans un département qui a un besoin d'hôpital et il n'y a pas d'argent. Une fondation étrangère arrive et offre l'hôpital, ou offre le matériel dont a besoin un hôpital. Souvenez-vous du scanner de Sarlat payé par les Syriens pour aider la vie politique de Roland Dumas, ministre de Mitterrand. Ce genre de choses se répliquent de manière régulière. Et donc, ce faisant, ça avantage l'élu pour la prochaine compétition électorale. Il n'a pas reçu d'argent, il a été avantagé, mais il doit quelque chose à quelqu'un. En échange de la construction de cet hôpital, ce sont certains médecins et certains infirmiers qu'on va placer là, et ainsi de suite. Donc en fait, ce que les gens appellent corruption n'est pas forcément ce que la réalité permet d'observer.

Donc les choses sont beaucoup plus compliquées, d'autant que dans ces phénomènes-là, il y a des tas d'intermédiaires que le public ne connaît pas, que parfois même les élus ne connaissent pas. Cela dit, les services de l'État, au niveau préfectoral, au niveau national, sont à la disposition de ces élus pour répondre à leurs questions s'ils en ont. À eux d'en avoir aussi. L'État ne peut pas se substituer à tout le monde.

Je vous donne un exemple qui n'est pas français mais qui éclaire vraiment le problème. Le Qatar, puisque vous vous occupez des Frères musulmans et que c'est l'argent du Qatar qui est derrière les Frères musulmans, le Qatar a dépensé au cours de la dernière décennie officiellement environ 6 milliards de dollars dans les universités américaines pour créer des chaires, détruire des chaires, placer des professeurs – plutôt que des professeurs de chaire, des assistants, des gens qui vont s'occuper surtout des premières générations d'étudiants – éliminer les études juives, syriaques, arméniennes, etc. au profit des études islamiques, orienter les études islamiques dans un certain sens, etc. Ce qui a amené à la vague de soutien au Hamas qu'on a vu dans les universités américaines au cours de l'année passée. Mais ça c'est de l'argent que les universités ont déclaré. Or, il y a environ 20 milliards de dollars dont la source n'a pas été déclarée et qui est opaque. Un certain nombre de lobbies ont demandé à l'administration fédérale sous la présidence démocrate de rendre transparents ces financements. Et à la demande des universités, l'administration fédérale a refusé d'exiger la transparence de ces financements pour qu'ils continuent à affluer. Et donc ces financements viennent de fondations qui sont les prête-noms d'autres fondations avec des tiroirs, ce sont des enchevêtrements complexes qui permettent de faire disparaître le bailleur de

fonds d'origine. Donc finalement on en revient à un soupçon mais personne n'a de preuve et quand le gouvernement lui-même décide de ne pas la chercher, on ne peut pas s'étonner que les citoyens ne soient pas au courant.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors, ce que vous êtes en train de nous dire, c'est que vous avez quand même de fortes présomptions d'un système de financement de groupes subversifs. Vous seriez capable de le recomposer, même si ça pose ensuite des problèmes de trouver le responsable. Mais les renseignements, ceux qui surveillent la sécurité de l'État sont quand même en mesure de comprendre, même si c'est complexe, tous ces moyens de subversion ?

Éric Méchoulan : Ils sont au devoir d'essayer. On leur donne les moyens pour qu'ils réussissent. Le renseignement est une science humaine, donc ce n'est pas une science exacte. Ils réussissent très largement, ils savent énormément de choses.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc on a un savoir qui existe et c'est aux élus... Comment peuvent-ils interroger les services secrets ?

Éric Méchoulan : Ils n'ont pas à les interroger. Les services apportent aux ministres le contenu de leurs investigations de manière régulière. Et ensuite, l'exécutif décide ce qu'il en fait. Les services de renseignement, par définition, renseignent. Ils ne décident pas de la politique du pays. Lorsque les services de renseignement décident de la politique du pays, on est en dictature et mieux vaut s'en aller. Donc à chacun son rôle.

Florence Bergeaud-Blackler : On voit bien le caractère un peu pervers du système, c'est-à-dire que face à une menace violente, là on voit bien que tout le monde a intérêt à réagir, à faire connaître le danger qui arrive, parce qu'il faut prendre des mesures, empêcher des djihadistes d'attaquer. Mais face à des mesures plus subtiles, de pression, d'influence par l'argent, etc. ? Mais qui à un moment donné a intérêt à soulever le problème ? Si le ministre ne veut pas, qu'est-ce qui se passe ? Cette information reste dans la boîte ?

Éric Méchoulan : Bien sûr, elle reste dans la boîte. On sait aujourd'hui, par exemple, que de très nombreux mouvements d'extrême droite dans les années 30 avaient été financés par l'Italie fasciste. C'est moins clair par l'Allemagne nazie, mais on le sait parfaitement. Est-ce que le ministre de l'Intérieur à l'époque le savait ? Je ne sais pas. Mais dans tous les cas, rien n'a été fait pour empêcher ces financements. Il est probable que des choses semblables arrivent maintenant. Maintenant, ce n'est pas... Il y a autre chose qu'il faut dire. Ce n'est pas parce que vous ne voyez pas d'action contre la subversion qu'elles n'ont pas lieu.

Florence Bergeaud-Blackler : Comment alors elles se caractérisent ces actions ?

Éric Méchoulan : Elles peuvent se caractériser par des enquêtes fiscales, par des tas de sortes de pressions administratives pour obliger des institutions opaques à se dévoiler. Se dévoilant, elles perdent leur intérêt, elles arrêtent leurs activités. Immédiatement après, elles vont passer par d'autres canaux et les services vont lancer des investigations sur ces autres canaux et ainsi de suite. C'est un jeu du chat et de la souris permanent.

Florence Bergeaud-Blackler : Les Frères musulmans, c'est une confrérie secrète. Il y a un deuxième cercle, c'est ce que j'explique dans mon livre **Le frérisme et ses réseaux**, avec ce que j'appelle les fréristes, c'est-à-dire des individus qui ont été endoctrinés par la confrérie, qui ont des responsabilités soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la confrérie, mais qui travaillent pour elle. Comment fait-on pour surveiller cette confrérie secrète ? D'abord, existe-t-elle officiellement ?

Éric Méchoulan : Je ne sais pas qui déclare quoi au niveau des Frères musulmans. Je ne sais pas s'il y a un statut de la confrérie en France aujourd'hui. Vous le savez mieux que moi. En général, ils prennent différents statuts de type associatif ou loi de 1901 ou peut-être de type fondation. Ensuite, c'est... Il y a des milliers d'associations dans le pays et les services de renseignement ne surveillent pas, dans un pays libre, les associations, leurs activités et leurs membres. Ce sont les préfetures qui s'en chargent. Il faut qu'il y ait un début d'action subversive, identifiée comme telle, qui mette la puce à l'oreille des services de l'État, que ce soit au niveau national ou au niveau local, pour que des investigations commencent. Il est évident qu'il y a des associations qui sont des faux-nez de puissances étrangères, d'autres qui sont des faux-nez d'organisations internationales étrangères, puis d'autres qui n'en sont pas.

Florence Bergeaud-Blackler : Quand M. Chamoulaud [Note: Il est probable qu'il s'agisse de Hugues Moutouh, ancien Directeur Général du renseignement territorial ; le nom « Chamoulaud » peut être une erreur de transcription], directeur des services territoriaux, nous dit que les Frères musulmans ont comme objectif un califat, ce qui est quand même une parole publique assez récente, alors que la confrérie, son existence a été niée pendant des années, qu'est-ce que ça veut dire du point de vue de la sécurité ? Comment on combat une idéologie qui a un tel projet théocratique qui n'est pas compatible avec nos démocraties ?

Éric Méchoulan : Vous mettez le doigt sur quelque chose de compliqué. Effectivement, la prise de parole publique du directeur du renseignement territorial est d'une certaine manière la réponse à votre question. Il dit, en gros, les services de l'État font leur travail et savent. Les Frères musulmans ne sont pas une confrérie secrète. On connaît leur existence depuis 1928. Ils n'ont jamais caché leurs objectifs. La création d'un califat c'est un objectif compliqué parce qu'ensuite il faut

choisir un calife donc il risque d'y avoir une sacrée guerre civile. L'idée c'est la transformation de la société pour imposer des normes islamiques à la société.

Cela dit, ce faisant, ils ne font qu'accomplir un commandement de base de l'islam, qui est de se substituer à toute civilisation non islamique. Ce n'est pas propre aux Frères musulmans. Ce qui est propre aux Frères musulmans, c'est la méthode et la rigueur déployées pour arriver à cette fin. Mais l'élimination de la **jahiliya**, de la barbarie anti-islamique est la raison d'être de la civilisation islamique. Donc la spécificité des Frères musulmans, elle est ailleurs, elle est dans leur méthode. Et leurs méthodes sont légales. C'est-à-dire qu'ils font très très attention à ne pas tomber sous le coup de la loi et à avancer sans faire en France ce que leur branche palestinienne, qui est le Hamas, fait au Moyen-Orient. Voilà, pour dire les choses simplement.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors moi on me pose souvent la question, pourquoi ne pas interdire la confrérie ? Qu'est-ce que vous pensez de ça ?

Éric Méchoulan : C'est un choix politique. Et là, d'une certaine manière, c'est un choix qui se fait entre le législatif et l'exécutif. Il faut que le peuple donne le pouvoir à des gens qui mettent dans leur programme de le faire si quelqu'un veut le faire.

Florence Bergeaud-Blackler : Et on n'en est pas là.

Éric Méchoulan : Je ne crois pas qu'on en soit là. C'est-à-dire que je n'ai pas vu ce type de promesses électorales dans le programme de qui que ce soit. Maintenant, si on le fait, il faut ensuite pouvoir le justifier. Parce que si, par exemple, je suis à la tête d'une association et qu'un jour le préfet décide de dissoudre mon association, je vais attaquer au tribunal administratif. Il va falloir que l'État puisse justifier des motifs valables pour interdire mon association.

Et comme vous l'avez dit tout à l'heure, il s'agit ici de subversion. Ce qui inclut l'intelligence, c'est la subversion. La subversion, je veux dire, c'est une action molle. On voit tous à peu près ce que c'est, mais devant un juge, pour la définir très clairement avec des cas, des exemples, c'est beaucoup plus compliqué. À ce titre-là, des tas de lobbyistes qui font leur métier pourraient tomber sous le coup d'une accusation de subversion. Donc mettre le curseur au bon endroit est une affaire, est une rude affaire. Et c'est une des raisons pour lesquelles ce n'est pas fait.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc la seule solution pour les groupes subversifs, c'est de les arrêter pour d'autres motifs.

Éric Méchoulan : C'est comme ça qu'on a fait tomber Al Capone, pour des questions fiscales. Ensuite, il y a des stratégies d'État pour ça. Tout le monde savait très

bien qui était Al Capone, mais on ne l'a jamais arrêté pour trafic d'alcool, contre-bande ou crime.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce qu'on peut dire la même chose pour Tariq Ramadan ?

Éric Méchoulan : Je ne sais pas. Et je ne me prononcerai pas. Mais il est certain que les associations qui, elles, ont parfaitement compris cela, jouent sur du velours. C'est-à-dire qu'elles font très très attention à ne pas s'exposer à ce type de réaction de la part d'un État qui voudrait se défendre. D'ailleurs, ce n'est pas leur intérêt. Si elles attaquent de manière trop brutale, l'État va vouloir se défendre de manière animale, comme un animal attaqué qui va vouloir réagir. Donc leur objectif c'est plutôt d'endormir la société et d'aller très très lentement.

Et comme ces associations sont des, je ne vais pas dire des bâtisseurs de cathédrales, mais en fait ce sont des gens pour qui le temps ne compte pas, s'ils ne voient pas le succès de leurs mains, de leurs vivants, ça n'a aucune importance. Et c'est leur immense avantage par rapport aux occidentaux. Nous vivons dans une société de l'immédiateté. Nous avons besoin de voir la réalisation de nos projets. À tel point que lorsque nous ne sommes pas servis immédiatement en appuyant sur notre téléphone et que les produits que nous avons commandés ne sont pas dans nos boîtes aux lettres le lendemain, nous sommes mécontents. Eux sont capables de s'ensuire dans des aventures dont leurs arrière-petits-fils ne verront même pas la réalisation et ça n'a aucune importance. Donc nous ne vivons pas dans le même temps, ce qui donne un avantage immense aux gens qui veulent nous détruire.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors il y a un autre avantage qu'ils ont, c'est qu'ils nous connaissent très bien. La première fois en Occident qu'on entend parler des Frères musulmans, c'est quand finalement ils travaillent avec la CIA contre l'Union soviétique. Donc c'est dans la guerre froide, dans les années 50. On a le sentiment que les Frères musulmans ont élaboré une stratégie plutôt de collaboration avec les services secrets, avec les services de l'intérieur, pour essayer de lutter contre la radicalisation. Par exemple, on les voit comme conseillers. Mais en réalité, quand ils luttent contre la radicalisation djihadiste, ils sont eux-mêmes en train d'instiller dans le système leur idée et leur idée de l'islam, la façon dont il faudrait dessiner le champ islamique français par exemple.

Éric Méchoulan : De ce que je connais de l'islam, leur idée me paraît tout à fait orthodoxe et je pense que ce qu'ils ont parfaitement compris, c'est qu'ils devaient lutter contre les formes d'expressions violentes au sein de la communauté islamique de rejet de la civilisation occidentale. Comme vous le savez, il y a plein de jeunes musulmans qui se sentent, à tort ou à raison, rejetés par la civilisation

occidentale aujourd'hui et qui ont envie de faire quelque chose et donc de passer à l'acte.

Ce qu'ont parfaitement compris les Frères musulmans et d'autres associations ou d'autres groupes islamiques également, c'est que ces jeunes individus fougueux et largement illettrés sont dangereux. Ils sont dangereux pour tout le monde. Ils sont dangereux pour la communauté islamique parce qu'ils en donnent une image épouvantable et radicalisent la haine de l'islam dans le monde, ce qui n'est pas leur intérêt. Ils sont dangereux parce qu'ils donnent envie à la communauté d'accueil de se défendre et donc de se renforcer, alors qu'ils ont besoin, eux, de l'affaiblir.

Donc sur ce plan-là, il y a une apparence de conjonction d'intérêts qui effectivement, comme vous le dites, est le camouflage d'intérêts totalement divergents. Mais au niveau local, beaucoup d'élus voire beaucoup d'observateurs vont mordre à l'hameçon. C'est-à-dire vont véritablement prendre tous ceux qui vont désamorcer cette violence comme de véritables alliés. Alors qu'en fait, ce sont leurs véritables ennemis beaucoup plus puissants. Je vais vous dire, un de mes anciens patrons m'a dit un jour, si une bombe explose dans un grand magasin et fait 150 morts, la France sera toujours debout demain. Il avait dit ça avant le Bataclan, des années avant. Mais il avait dit, si demain, dans les piscines municipales, il y a un jour pour les hommes et un jour pour les femmes, la France n'est plus debout. Et la différence, elle est là.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors ça, ça paraît être quand même le modus operandi des Frères musulmans, c'est-à-dire d'avancer tout doucement dans tous les secteurs. Est-ce qu'il y a un groupe qui fonctionne d'une façon équivalente ? Est-ce que dans l'histoire on connaît un groupe qui fonctionne comme ça, une mafia, une secte ? À quoi ça correspond ? Ou est-ce que c'est quelque chose d'unique ?

Éric Méchoulan : Là, vous me prenez au dépourvu. Il aurait fallu que je cherche un peu pour vous répondre. Je dirais que probablement dans le monde anglo-saxon, il doit y avoir des équivalents avec des groupes Deobandis venant d'Inde au Royaume-Uni. Comment fonctionnent le Hizb ut-Tahrir et des groupes comme ça ?

Florence Bergeaud-Blackler : Là je les mets dans la famille des fondamentalistes islamiques, mais je veux dire en dehors du monde islamique.

Éric Méchoulan : Oui. Tout simplement, tous les missionnaires catholiques qui sont allés évangéliser les barbares dans le haut Moyen-Âge. Ils ont mis des siècles pour y arriver. Ils y sont arrivés.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que vous pensez que c'est leur modèle ?

Éric Méchoulan : Pas du tout. Ils ont leur modèle à eux. Ils n'ont pas besoin d'aller copier le modèle des autres.

Florence Bergeaud-Blackler : Ils justifient souvent leurs activités, leurs actions, par le fait que nous l'aurions fait auparavant.

Éric Méchoulan : L'Europe chrétienne l'a nécessairement fait auparavant puisqu'elle était là avant. Donc l'argument ne tient pas beaucoup. Maintenant, ils peuvent toujours dire : chacun son tour, vous avez essayé, vous avez réussi, à nous d'essayer et de réussir. Ça c'est un argument.

Florence Bergeaud-Blackler : C'est un argument important parce que ça a mobilisé finalement la gauche, la gauche woke en particulier, qui est très culpabilisée, qui considère que finalement c'est un peu leur revanche et qu'elle est d'une certaine manière assez légitime. Et est-ce que ce n'est pas ça aussi qui leur donne une force particulière ?

Éric Méchoulan : Alors ça c'est un autre débat que vous avez eu, que nous avons eu dans d'autres lieux, pour savoir dans quelle mesure ils sont capables d'instrumentaliser et d'utiliser les idioties du wokisme. Et à quel moment ils vont les gober dans le processus d'instrumentalisation. Alors on peut débattre des moyens, pas de la fin. Elle est courue d'avance. Les wokistes finiront jetés du haut des immeubles à la fin lorsqu'ils auront gagné. À quel moment dans le processus, on ne sait pas.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que c'est la même chose pour la gauche radicale à votre avis ?

Éric Méchoulan : La gauche radicale est un phénomène extraordinaire parce que c'était une gauche laïcarde, combative, pendant toute sa vie, depuis le milieu du 19ème siècle. La gauche dite radicale, c'est la gauche qui, comme on disait, bouffait du curé. Maintenant, elle fait l'inverse, elle vénère l'imam. Elle a viré sa cuti d'une manière qui, moi, me paraît strictement électoraliste.

L'argument de la revanche des damnés de la terre vaut ce qu'il vaut. Beaucoup de gens disent que le musulman opprimé a pris la place de l'ouvrier, parce qu'il n'y a plus d'ouvrier, donc il faut bien trouver un opprimé, donc on a pris celui-là. Et il est l'opprimé de remplacement qui va nous permettre de continuer à nous battre contre l'oppression. Sauf que la première source d'oppression religieuse dans le monde, aujourd'hui, elle émane de l'islam. Donc elle est dans tous les pays musulmans et ce sont les autres qui sont des opprimés. Donc est-ce que la gauche dite radicale l'ignore ou est-ce qu'elle fait semblant de l'ignorer ? Je ne sais pas. Il faudrait leur demander. Mais en même temps, il est possible qu'ils vivent très bien avec leurs contradictions.

Florence Bergeaud-Blackler : Ça c'est une possibilité en effet, surtout que là maintenant ça ne marche plus. On voit bien aujourd'hui que si on prend par exemple le parti LFI, que les œufs que les islamistes ont fait couvrir par ce parti sont en train d'éclore et que ce parti change, est en train de changer de couleur de façon claire et de plus en plus islamiste ou en tout cas la voie de l'islamisme. Ils ont tout pour le voir.

Éric Méchoulan : Mais les Français le voient aussi.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce qu'on peut imaginer, c'était ma question, est-ce qu'on peut imaginer qu'eux-mêmes soient tellement proches du problème qu'ils ne le voient plus ? Est-ce qu'on peut croire que Jean-Luc Mélenchon croit encore qu'il va se servir de ses forces prolétaires, de ce nouveau prolétariat pour parvenir au pouvoir et qu'il va ensuite les calmer ? Est-ce qu'on peut imaginer ça encore ?

Éric Méchoulan : D'abord il faut lui demander. Moi je ne sonde pas les reins et les cœurs, je ne sais pas. Donc le mieux est de lui demander, il vous répondra. Maintenant, comparaison n'est pas raison, mais demandez aux collaborateurs de 1944 ce qu'ils pensaient de leur avenir, il y en a qui sont restés jusqu'à la fin.

Florence Bergeaud-Blackler : C'est vrai, ça nous permet de passer à la question de l'antisémitisme qu'on a vu exploser depuis le 7 octobre, mais on a vu aussi des partis politiques, toujours à gauche on peut le dire, exprimer leur antisionisme dans la rue tous les samedis. Quel est le rôle à votre avis des mouvements disons islamistes classiques et des Frères musulmans dans ces mobilisations ?

Éric Méchoulan : Du Hamas. Je pense que tous ces mouvements sont extrêmement actifs et que finalement l'antisémitisme c'est juste le... un des prix que la société paye pour une certaine forme de tolérance, complaisance ou négligence pendant les décennies passées.

Ce qui est inquiétant, c'est de voir que dans les pays où la gauche est au pouvoir, l'antisémitisme est beaucoup plus virulent, beaucoup plus actif que dans les pays où la droite est au pouvoir. Alors que le discours que la gauche a tenu, en gros depuis la deuxième guerre mondiale, c'était « on a laissé la droite devenir l'extrême droite et nous sommes le rempart contre ça ». Donc on vit une période d'inversion de l'histoire – parce que l'histoire elle ne fait que suivre son cours – mais d'inversion des données ou des valeurs historiques dans lesquelles les gens qui sont nés en gros avant les années 2000 ont été enseignés et ils voient le monde se renverser en quelque sorte.

Florence Bergeaud-Blackler : Mais en quoi la gauche laisse-t-elle prise à l'islamisme ?

Éric Méchoulan : Probablement parce qu'il y a toute une partie de la gauche – je pense qu'on ne peut pas dire la gauche parce qu'il y a toute une social-démocratie qui ne se laisse pas leurrer. Elle est bien molle, mais surtout qu'elle est petite en taille et qu'elle n'a plus sa voix. Mais ça c'est un autre problème, on peut y revenir après. Mais la gauche massive dans les pays occidentaux aujourd'hui, et c'est vrai aux Etats-Unis, c'est vrai en Europe occidentale, c'est une gauche qui pense plus comme LFI et qui est plus dans cette logique de lire le monde à travers des lentilles d'opresseurs opprimés. Ce qui est le cœur du mouvement wokiste. Rien n'existe plus que l'opresseur et l'opprimé. C'est une réduction du monde, c'est le fruit d'une infantilisation, d'une réduction intellectuelle effrayante, mais peu importe.

Les autres, ceux qui comprennent la complexité du monde, on va dire les social-démocrates plus traditionnels, sont réduits à peu de choses. Mais regardez du côté de la droite, dans la plupart des pays, la droite libérale conservatrice est réduite à peu de choses aussi, alors qu'elle a été au pouvoir en partageant ce pouvoir avec la social-démocratie pendant plus d'un demi-siècle en Europe occidentale. Donc en fait, c'est juste une montée des extrêmes. Et par définition, les extrêmes sont toujours antisémites.

Florence Bergeaud-Blackler : Voilà, mais qu'est-ce qui explique, Pierre-André Taguieff l'explique, la naissance de cet islamo-gauchisme, mais pour vous, de votre point de vue qui connaissez à la fois le Moyen-Orient et les pays d'Europe, qu'est-ce qui explique cet amour soudain pour des partis qui massacrent, qui violent, qui tuent, ne pas vouloir les qualifier de terroristes ? Qu'est-ce qui s'est passé ? C'est vraiment à l'ancien agent que je m'adresse. Qu'est-ce qui s'est tramé pendant des années pour que ça nous explose comme ça ?

Éric Méchoulan : Les services de renseignement ne s'occupent pas de ça et c'est plutôt l'historien qui va essayer de vous répondre. Il y a eu un travail de fond, un travail de sape de la part de structures islamiques ou non islamiques depuis en gros les années 70. L'OLP a fait un travail extraordinaire dans ce sens-là en faisant passer le peuple palestinien pour des nouveaux damnés de la terre qui incarnaient une sorte de victime mondiale de tous les maux. Et donc vous avez dans n'importe quelle manifestation aujourd'hui qui va défendre n'importe quelle cause un drapeau palestinien qui n'a extrêmement rien à voir avec le sujet. Mais ce faisant, en important cette image du damné de la terre, de l'opprimé, de la victime de tout, par définition, le juif va être l'opresseur et le responsable de tous ces maux. Donc l'antisémitisme c'est le côté plein, c'est comme l'avert et le revers d'une pièce. Vous ne pouvez pas avoir l'un sans l'autre. Vous ne pouvez pas avoir un opprimé si à un moment il n'y a pas un opresseur. Vous ne pouvez pas avoir une victime si à un moment il n'y a pas un coupable.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc le fait d'avoir... Donc c'est un antisémitisme islamo-gauchiste ?

Éric Méchoulan : Oui, mais Pierre-André Taguieff l'a parfaitement bien identifié, expliqué et analysé. Mais il y a la conjonction de l'identité palestinienne qui a été inventée par le KGB dans les années 60.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que vous pouvez nous en dire plus là-dessus ?

Éric Méchoulan : Je ne sais pas si c'est un grand rapport avec notre sujet aujourd'hui, parce qu'au contraire, le Hamas s'est construit dans l'opposition à l'OLP au Moyen-Orient. Parce que l'OLP, dans les années 60-70, s'est choisi une étiquette de progressiste laïque, parce que c'était dans l'ère du temps d'être progressiste et laïque.

Voyant le danger de voir les États arabes ne pas se construire, échapper à leur sphère d'influence, ayant perdu son influence en Israël, l'URSS a décidé de jouer un coup stratégique remarquable : lancer l'idée de l'unité arabe. Mais les Arabes se détestant les uns les autres, il fallait trouver un liant. Ce liant, ça a été la cause palestinienne. Ça permettait à la fois de créer cette unité et en même temps de justifier l'oppression des populations arabes par leur dictature au motif qu'il y avait une cause nationale qui obligeait à faire des sacrifices. Ça a marché, et ça marche encore. Donc c'est un truc absolument génial. Le stratège qui a inventé ça, il mérite le prix Nobel de la stratégie. Je ne sais pas qui c'est d'ailleurs, je sais que ça a été fait au KGB, mais quelle équipe a monté ça, je ne peux pas vous le dire. Ça date des années 60.

Et ça a très très bien marché, mais avec une étiquette laïque. Et contre ça, les Frères musulmans sont montés au créneau parce qu'ils voyaient leur échapper les populations arabes. Et leur but, c'est quand même, comme vous l'avez dit au début, de les faire revenir dans le giron d'un islam orthodoxe. D'autre part, l'OLP était un acteur politique. L'islam orthodoxe n'est pas un acteur politique. Son but n'est pas de prendre le pouvoir, et ça c'est une erreur que la plupart des gens commettent en parlant d'islam politique. Islam politique, vous pourrez en parler une autre fois, mais c'est une vue de l'esprit, ça n'existe pas.

L'objectif de l'islam, c'est de créer une société islamique. C'est quoi la politique ? La politique, c'est la gestion des conflits au sein d'une société. Il y a différentes manières de les gérer, de manière démocratique, de manière totalitaire, de manière oligarchique. La théorie politique depuis Socrate nous en a donné des tas de modèles. Une société islamique, c'est une société dans laquelle il n'y a pas de conflits. Donc il n'y a pas besoin de politique. En fait, ce que les Frères musulmans apportent, c'est un idéal de société heureuse et pacifiée où tout le monde est un

bon musulman et où les relations entre tous les individus sont déconflictuelles, si on peut dire, et donc le politique s'abolit de lui-même.

Florence Bergeaud-Blackler : Ça c'est la carotte mais il y a le bâton aussi.

Éric Méchoulan : Le bâton c'est que si vous ne vous conduisez pas bien, évidemment, votre espérance de vie est assez réduite. Mais précisément, c'est pour ça que tout le monde se conduit aussi très bien et que le politique est inutile. L'OLP c'était vraiment un acteur politique qui était directement manipulé par le KGB pendant un certain temps et qui ensuite est devenu un pion entre les pouvoirs du Moyen-Orient. C'était un groupe de mercenaires qui changeaient d'allégeance, un jour pour les Syriens, un jour pour les Égyptiens. Quand on regarde dans le détail la chronologie de la vie du mouvement palestinien, ils ont essayé de s'emparer de la Jordanie, de faire un coup d'État, ils ont raté, ils ont occupé le Liban. Ça ressemble un petit peu aux guerres balkaniques des années 1910 si vous voulez. Mais ça reste des acteurs qui ne revendiquaient pas une identité islamique. Ce n'est pas parce qu'ils ne la revendiquaient pas qu'ils ne l'avaient pas d'ailleurs. Parce que pour justifier par exemple les accords d'Oslo, Arafat a utilisé une des références coraniques. Mais en tout cas ce n'était pas dans l'affichage.

Donc les Frères musulmans sont partis en guerre contre. Et les services occidentaux qui voulaient affaiblir l'OLP, avant 93, et surtout les Israéliens dans les années 80, se sont dit : il n'y a pas de mal à laisser les Frères musulmans prendre du terrain. Ils ne font que du social, que du religieux, ils ne s'occupent pas de politique, donc il n'y a pas de problème. Et le Hamas que nous avons aujourd'hui est né de là. Le Hamas, c'est la branche palestinienne des Frères musulmans. Ce sont les mêmes personnes. Quand on leur donne du pouvoir, c'est ça qu'ils font. Ils font Gaza. Donc on sait parfaitement ce qui nous attend.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc pour contrer le KGB, on a soutenu les Frères musulmans ?

Éric Méchoulan : C'est plus compliqué. On ne les a pas soutenus directement. En tout cas, à ma connaissance, pas les Occidentaux. Les Américains ont soutenu des tas de mouvements islamiques combattants pour contrer les Soviétiques en Afghanistan et ils s'en sont mordu les doigts après. Pas Al-Qaïda en tant que tel, qui vient d'une autre branche du mouvement, mais d'autres mouvements qui ne sont pas nécessairement plus sympathiques. Et les Israéliens ont soutenu l'ancêtre du Hamas dans les années 70-80 pour lutter contre l'OLP. Parce que les Frères musulmans avaient, à cette époque-là dans la région, l'étiquette qu'ils ont chez nous aujourd'hui, c'est-à-dire des quiétistes. Des gens qui ne font pas de désordre. Des gens qui apportent la paix sociale. Et c'est toujours avec cette étiquette-là qu'ils avancent. Mais ils ne font pas semblant. La paix sociale est

vraiment leur idéal. Et c'est vraiment ce qu'ils comptent apporter au monde. Une paix sociale islamique, mais une paix sociale.

Florence Bergeaud-Blackler : En même temps, ce qui est intéressant, c'est qu'aujourd'hui, une des critiques que je reçois sur mes travaux sur les Frères musulmans, c'est que les Frères musulmans sont une créature de la CIA, une créature des Occidentaux. On l'aurait entièrement faite. Sans se rendre compte qu'en réalité, c'est l'inverse. C'est-à-dire que ce sont bien les Frères musulmans qui se sont prêtés au jeu de la CIA, des services qui voulaient lutter contre les soviétiques, contre le KGB, et qui ont appris justement cette façon d'être un caméléon dans tous les milieux pour s'imposer de l'intérieur. Avec cette stratégie douce, toujours, d'arriver à convaincre, à retourner plutôt qu'à combattre frontalement.

Éric Méchoulan : C'est encore plus l'inverse. Je vais vous dire pourquoi. D'où sont venus les Frères musulmans ? Pourquoi Hassan el-Banna a eu l'idée qu'il a eue dans les années 1920 ? Des gens comme Abdou, comme Afghani à la fin du XIXe siècle se sont rendu compte que l'islam était à la traîne. L'islam était au Moyen-Âge alors que le monde occidental de la révolution industrielle avançait à grands pas vers un progrès technique qui assurait une qualité de vie matérielle mais également intellectuelle et morale très supérieure à tous les occidentaux. Ils se sont dit : mais pourquoi sommes-nous à la traîne ? C'est d'autant plus incompréhensible pour eux que les musulmans, ayant la parole de Dieu, ayant le Coran comme trésor en propre, devraient au contraire être à la tête et pas à la queue.

Ils se sont dit, les premiers se sont dit « on va essayer de faire comme les occidentaux » et puis d'autres ont dit « non non on ne va pas se mettre à singer les occidentaux et essayer de leur courir derrière pour les rattraper, il faut qu'on adopte notre propre méthode pour reprendre le dessus sur la civilisation occidentale et la vaincre ». Parce qu'en gros ils se sentaient un petit peu comme les victimes de croisés qui allaient s'emparer. La colonisation c'est quoi ? C'est le plus fort qui arrive avec un gros bâton et qui s'impose au plus faible et le musulman des années 1900 c'est le plus faible. Hassan el-Banna et les gens qui sont autour de lui se disent que c'est dans l'islam même que nous devons trouver la matière et l'énergie pour lutter contre l'Occident et pas en essayant de copier l'Occident comme ceux qui ont essayé avant qui n'y arrivent pas parce que le décalage est beaucoup trop grand. Donc en fait, dire que c'est l'Occident qui a fabriqué les Frères musulmans, c'est complètement idiot et c'est fondé sur une incompréhension totale de la dynamique propre de la civilisation islamique. C'est justement pour vaincre l'Occident qu'ils sont nés et pour le vaincre avec des armes qui sont différentes, qui sont des armes proprement islamiques.

Florence Bergeaud-Blackler : Oui, mais en même temps, l'idée de faire croire que les Frères Musulmans sont une créature de la CIA ou des Occidentaux, c'est

de dire finalement, « c'est encore de votre faute, ce mouvement n'existe pas, il ne peut pas être hostile ». Pour moi ça fait partie de la stratégie de dissimulation.

Éric Méchoulan : Alors je ne sais pas si... je suis absolument incapable de vous dire ça, je ne sais pas si les Frères musulmans alimentent le discours complotiste sur leur propre identité, ça je n'en sais rien du tout.

Florence Bergeaud-Blackler : Moi je le sais puisque c'est un discours qu'on entend à l'université par exemple.

Éric Méchoulan : Là où on ne l'étudie pas justement. Mais qui peut se laisser convaincre par quelque chose d'aussi grossier ? Bon effectivement quelques illettrés à l'extrême gauche mais... Non non.

Florence Bergeaud-Blackler : Non, c'est une thèse qui est défendue par des gens qui sont chevronnés et qui...

Éric Méchoulan : C'est juste ridicule. Je n'ai pas votre connaissance du monde des Frères musulmans, du monde de l'étude des Frères musulmans, mais je peux vous dire une chose, en ayant lu quand même pas mal de travaux de sciences politiques américains, ce n'est pas parce que quelqu'un vient d'une université qu'il ne raconte pas n'importe quoi.

Florence Bergeaud-Blackler : Je ne pourrais pas vous dire le contraire. On en était, pardon, à la question de l'antisémitisme. Je voudrais qu'on y revienne un petit peu. Donc on l'a vu, un antisémitisme islamo-gauchiste. Comment... Alors moi, cette thèse-là, je la remets en question en tant que qu'antisémitisme classique, c'est-à-dire la haine des juifs. C'est plutôt pour moi la haine de tous les mécréants, y compris d'ailleurs des gens du livre, puisqu'ils ne sont pas considérés comme des gens du livre, ils sont précisément considérés comme des gens qui ont perdu le livre. Les chrétiens ne sont plus les chrétiens, les juifs ne sont plus les juifs, et donc il faut les combattre. Pour moi, cet antisémitisme-là, c'est d'abord la possibilité de détruire Israël et les juifs pour ensuite s'attaquer aux autres. Il faudrait peut-être le voir de façon plus globale. Qu'est-ce que vous pensez de cela ?

Éric Méchoulan : La destruction d'Israël est ancrée dans l'imaginaire islamique, dans la réalité juridique islamique, pour une raison très simple. En droit islamique, toute terre qui a été conquise un jour par des musulmans est islamique pour l'éternité. Le fait que l'infidèle ait pu la récupérer est inacceptable. Pourquoi est-ce qu'il y a cette focalisation pour Israël ? Parce que c'est la terre la plus proche. Mais il faut bien se rendre compte que l'Andalousie ou le sultanat de Pattani au sud de la Thaïlande ont juridiquement le même statut et ils sont en numéro 2. C'est-à-dire qu'une fois qu'Israël sera détruite, ce sera eux. Avant de conquérir de

nouvelles terres, il faut récupérer celles qu'on a perdues. Et c'est un problème de droit. Et les musulmans le savent parfaitement.

Ensuite, les occidentaux construisent des tas de théories politico-juridiques pour expliquer ce qui se passe au Moyen-Orient, l'histoire de solutions à deux États... Personne ne veut de ça au Moyen-Orient. Tout le monde veut juste détruire l'État juif parce qu'il est inadmissible qu'un juif, être inférieur abandonné de Dieu, puisse avoir reconquis une terre sur un musulman. C'est tout, c'est juste en droit impossible. Et c'est pareil pour la Reconquista post 1492 avec le sud de l'Espagne et des tas d'autres terres dans le monde. Il n'y en a pas tellement mais il y en a quand même beaucoup.

On lit les événements du Moyen-Orient avec une grille de lecture complètement faussée, en projetant sur ce qui se passe là-bas des structures qui relèvent du conflit franco-allemand pour se partager la zone du Rhin et savoir si les Français récupéreront ou non l'Alsace et la Lorraine. Ça n'a strictement rien à voir. Lorsque vous regardez les discours islamiques, et pas seulement au Moyen-Orient, mais ici en Occident aussi, personne ne veut une solution à deux États. Personne. Personne ne veut rien partager avec Israël et personne ne veut la paix avec Israël. En fait, faire la paix avec Israël serait enfreindre la loi.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc vous faites une lecture religieuse du conflit beaucoup plus que territoriale et régionale.

Éric Méchoulan : Mais il n'y a pas de conflit territorial.

Florence Bergeaud-Blackler : Ah, vous le dites carrément ?

Éric Méchoulan : Je le dis carrément, il n'y a pas de conflit territorial. Lorsque des pouvoirs islamiques dominaient la région, que ce soit l'Empire ottoman jusqu'à la Première Guerre mondiale, le mandat était un peu particulier, mais lorsque les Jordaniens occupaient la Cisjordanie, lorsque l'Égypte administrait Gaza, il n'y avait pas de mouvement palestinien. Tout le monde était très content. Dès lors que des musulmans exercent une souveraineté sur un territoire musulman, la question nationale n'existe pas. Ce qui est insupportable, c'est qu'un juif l'ait.

Et d'ailleurs, le ministre britannique, Ernest Bevin, l'avait parfaitement dit à la Chambre des communes. Le problème, là-bas, n'est pas que deux nationalités s'affrontent. C'est qu'il y a un groupe qui veut construire un État et l'autre groupe, ce n'est pas qu'il veut construire le sien. L'autre groupe, c'est qu'il veut que le premier n'ait pas le sien. C'est tout. Et il n'y a rien d'autre, il n'y a pas d'autre conflit au Moyen-Orient que cela. Ensuite il y a des conflits internes au monde arabe, mais le conflit avec Israël, c'est ça. Et ensuite, ce que nous vivons ici avec

l'antisémitisme qui s'exprime en Occident, c'est en quelque sorte, on va dire, la conséquence, l'exportation de ça.

Occidentaux, pour la grande majorité d'entre nous, sommes incapables, par manque de connaissances juridiques, par manque de connaissances religieuses, par ignorance de l'islam, de comprendre, de lire les choses avec la bonne grille de lecture et on projette dessus des réponses juridico-politiques à un problème qui ne l'est pas du tout.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors justement ce n'est pas une exportation du conflit, c'est juste la résonance de ce conflit.

Éric Méchoulan : Oui c'est une résonance, vous avez raison, le mot résonance est plus juste que le mot exportation. Aucun territoire français n'a le statut d'Israël ou de l'Andalousie. Alors, il y en a qui vont dire que oui, le sud de la France, parce que jusqu'en 732, il y a des musulmans qui y passaient, mais non, ils ne se sont jamais installés, il ne s'agissait jamais que de raids, donc ce n'était pas vrai. À l'extrême droite, par exemple, on va vous dire ça, c'est faux. Les raids entre guillemets sarrasins du 8e siècle n'ont rien à voir avec l'installation d'une souveraineté islamique sur une terre comme ça peut être le cas en Andalousie.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors c'est intéressant, vous avez dit l'extrême droite, vous avez raison, l'extrême droite a une vision un peu essentialiste d'un conflit identitaire ou territorial. Quel parti politique aujourd'hui porte ce type d'interprétation ? C'est-à-dire une interprétation d'un conflit religieux ?

Éric Méchoulan : L'interprétation n'est pas politique et d'abord je ne sais pas si elle a sa place dans un débat politique français.

Florence Bergeaud-Blackler : À partir du moment où l'interprétation territoriale s'impose alors qu'il y a d'autres interprétations possibles et qu'elle est un sujet de débat dans la classe politique, pourquoi est-ce qu'on ne peut pas voir les choses différemment et prendre des mesures politiques avec cette nouvelle grille de lecture ? Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas en parler, en fait.

Éric Méchoulan : On peut en parler, mais je pense que si on ne veut pas le faire, c'est parce que c'est trop gênant sur le plan diplomatique, c'est tout.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que ce n'est pas parce qu'on a le sentiment qu'on ne pourrait rien faire ?

Éric Méchoulan : Dans tous les cas, on ne pourrait rien faire. Je le dis un peu brutalement, mais quand on regarde la réalité, on se rend compte que le conflit au Moyen-Orient est arrivé à un tel point qu'il n'y a pas de solution en l'état. Et les

gens qui arrivent avec des solutions sont des escrocs. On a tout fait pour qu'il n'y en ait pas.

Florence Bergeaud-Blackler : Si le conflit n'est pas territorial, il n'y a pas de solution territoriale, on est d'accord.

Éric Méchoulan : Il n'y a pas de solution territoriale, puisque le conflit n'est pas territorial. Simplement, pour nous donner l'illusion que nous avons la possibilité de participer à la solution du conflit, nous le vendons à notre opinion publique comme territorial.

Florence Bergeaud-Blackler : Et puis aussi parce qu'il y a des enjeux financiers, on va pouvoir reconstruire...

Éric Méchoulan : Et ensuite, parce que comme ça, on peut ensuite faire plaisir à des tas de partenaires diplomatiques qui ont intérêt à le présenter comme tel.

Florence Bergeaud-Blackler : Ok, donc ça c'est la mauvaise voie. Quelle serait la bonne voie, si on peut dire ?

Éric Méchoulan : La bonne voie, c'est lire l'histoire, apprendre, tout simplement. Le degré d'ignorance des réalités du monde par les gens qui en parlent est absolument hallucinant. Mais ça reste impressionnant en France. Aux États-Unis, c'est hallucinant. Parler à un étudiant américain en relations internationales, il ne pourra pas vous donner des dates de base des grands événements du XXe siècle. Le degré d'ignorance des choses est littéralement effrayant chez des gens qui, à un moment donné de leur existence, vont être amenés à prendre des responsabilités. Donc la seule solution contre ça, ça s'appelle l'éducation.

Florence Bergeaud-Blackler : Et puis le désenclavement du problème, c'est-à-dire que le problème que connaît Israël, c'est bien un problème mondial.

Éric Méchoulan : C'est-à-dire qu'on l'a transformé en problème mondial. Mais quand vous regardez, ça concerne un territoire qui a la taille de deux départements français. Je reviens à la question de l'antisémitisme que vous évoquiez. Je pense qu'aujourd'hui, la guerre civile en Birmanie qui est en cours a fait plus de morts que le conflit à Gaza, dans le désintérêt total de notre presse, de la presse mondiale, de l'opinion publique.

Florence Bergeaud-Blackler : Oui mais là c'est justement pas, si ce n'est pas une question territoriale, ce n'est pas une question de morts non plus, c'est une question d'idéologie envahissante.

Éric Méchoulan : Absolument.

Florence Bergeaud-Blackler : Qui fait qu'on ne regarde, il y a un point de fixation là-dessus et qu'on n'arrive pas à défixer justement.

Éric Méchoulan : Vous connaissez l'adage journalistique « Jews is news ». Là où il y a des juifs, il y a des nouvelles. Là où il n'y en a pas, ça n'a pas d'importance.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors pour revenir aux Frères musulmans, et on va conclure, ils ont utilisé ce conflit, ils l'utilisent autant que possible. Pour moi il y a deux choses dont il faudrait prendre conscience justement pour arrêter sa progression : c'est d'abord effectivement mieux lire le conflit israélo-arabe, et puis une autre chose c'est, et je voulais avoir votre avis, la société islamique est basée sur la séparation des sexes, des genres, du point de vue du travail, de l'espace. Les femmes sont dans un espace, les hommes dans un autre. Ils n'ont pas vocation à faire les mêmes activités. Le voile est l'instrument par lequel cette séparation s'impose. Qu'est-ce qu'il faut faire du voile ? Est-ce qu'il faut l'interdire ? Est-ce qu'il faut le garder ? Qu'est-ce qu'on en fait de cet instrument qui est en train de transformer aussi la société ?

Éric Méchoulan : La question est à double tranchant, parce que les pouvoirs publics ont déjà jugé en France. On ne peut pas voiler un visage. C'est la loi. Ensuite, il y a l'application de la loi et les possibilités d'application de la loi. Et ça, c'est un choix de l'exécutif, tout simplement. Il y a des endroits en France, si vous voulez appliquer la loi, il va falloir faire couler le sang. Je ne vois pas aujourd'hui l'exécutif prêt à faire ça, juste pour faire appliquer la loi. Mais en même temps, lorsqu'un État cesse de faire appliquer sa loi, il commence à abdiquer son statut d'État. Et donc, on est au moment où on commence à naviguer dans ces eaux-là.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que vous êtes optimiste, si je puis dire, pour conclure ?

Éric Méchoulan : Ça dépend ce que vous appelez l'optimisme.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que vous pensez qu'on va faire reculer cette idéologie ou est-ce qu'on va devoir composer avec ? Vous avez entendu peut-être, c'est le président du Reform UK qui expliquait qu'il y a maintenant beaucoup de musulmans en Grande-Bretagne et qu'il va falloir composer avec. C'est un parti d'extrême droite ou en tout cas qualifié comme tel.

Éric Méchoulan : Je vais vous répondre par une voie détournée. Il y a maintenant une dizaine d'années, mon collègue britannique, qui était de passage à la DGSI, m'a dit : « Vous avez un avantage sur nous, c'est que le Royaume-Uni est déjà mort. Vous, la laïcité, vous donne encore un peu de temps. »

Florence Bergeaud-Blackler : On verra alors. Merci Éric Méchoulan, merci beaucoup.

